

CHERCHER SOI-MÊME UNE SOLUTION AU PROBLÈME DE FINANCEMENT

La crise financière et les soins de santé

Dans tous les pays, la courbe des moyens alloués au secteur de la santé suit celle de la croissance économique. La répercussion est toutefois plus directe et plus marquée sur un marché libre.

Les États-Unis en sont un exemple type. Les hôpitaux privés américains dépendent du financement de la dette. Comme ils ne peuvent plus emprunter, les investissements sont gelés. Aux U.S.A., les hôpitaux émettent aussi massivement des emprunts obligataires afin d'obtenir des liquidités. Le dernier trimestre 2008 a été le plus faible depuis 1989: les hôpitaux ont émis moins d'1 milliard de dollars en nouvelles obligations, contre 9 milliards de dollars par mois une année auparavant. En général, les hôpitaux américains financent la recherche et l'innovation par des dons. Ces derniers aussi ont enregistré un recul de près de 10%.

Comme de nombreux hôpitaux américains n'ont pas de législation en matière de normes du personnel ou des salaires, ils licencient aussi en masse. D'après le Bureau of Labor Statistics, l'année passée, 117 hôpitaux ont procédé à des licenciements collectifs, ce qui veut dire que plus de 50 membres du personnel ont perdu leur travail en même temps. L'Academic Medical Center de Portland a effectué des réductions salariales de 30%. Un retour à l'esclavagisme?

Autre effet: les étudiants obtiennent plus difficilement des prêts pour financer leurs études. Ce qui a deux conséquences: les étudiants issus de familles moins aisées renoncent à entreprendre les longues études de médecine et les étudiants en médecine se tournent vers les spécialités mieux

payées. Du côté de la demande, les conséquences sont immédiates: moins d'Américains sont assurés par leur employeur et de nombreuses entreprises revoient leurs polices d'assurance, ce qui exclut les traitements les plus onéreux.

LE FAUX TAMPON DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Dans un marché fortement régulé par les autorités publiques, comme en Belgique, les conséquences semblent minimales à première vue. Mais les apparences sont trompeuses, car les autorités interviennent ici en tant que régulateur et tampon. Au fur et à mesure que le budget du gouvernement se réduit à cause de la baisse des recettes, la courbe d'affectation pour les soins de santé diminue avec celle de l'économie générale.

Ces 10 dernières années, le gouvernement fédéral a eu la possibilité d'appliquer une norme de croissance supérieure à l'indice pour le secteur de la santé. Deux facteurs rendent cette démarche aujourd'hui impossible: la dépression et le vieillissement de la population. À cause du système de répartition, les autorités vont devoir consacrer davantage de moyens aux pensions déjà basses en Belgique. Aucune croissance budgétaire ne sera dès lors plus possible pour le secteur de la santé.

Le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de soumettre les hôpitaux au risque budgétaire. Nous devons donc faire plus avec moins d'argent. Les soins de santé vont créer moins de valeur ajoutée et ce avec un coût plus élevé pour le patient.

L'ajournement des investissements est déjà à l'ordre du jour, du moins du côté flamand, où le budget de construction des hôpitaux est déjà beaucoup trop bas depuis 10 ans. La Flandre veut investir dans un plan de relance pour les bâtiments scolaires. Pourquoi pas dans les hôpitaux? L'impact sur l'emploi y est plus grand et ce serait synonyme d'économie. En effet, continuer à rénover des bâtiments vieillissants est plus cher à long terme que d'en construire de nouveaux. Les meilleurs hôpitaux se reconnaissent dès lors au nombre de grues de chantier. 🏗️



Johnny Van der Straeten

Administrateur délégué
Universitair Ziekenhuis
Antwerpen

Secrétaire général ABH

johnny.van.der.straeten
@uza.be

“ Les meilleurs hôpitaux se reconnaissent au nombre de grues de chantier ”